

Rémi Fabre, *Francis de Pressensé et la défense des Droits de l'Homme. Un intellectuel au combat*

Christian Bougeard



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/882>

DOI : 10.4000/abpo.882

ISBN : 978-2-7535-1502-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

Pagination : 211-217

ISBN : 978-2-7535-0331-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Christian Bougeard, « Rémi Fabre, *Francis de Pressensé et la défense des Droits de l'Homme. Un intellectuel au combat* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 113-2 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2008, consulté le 22 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/882> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.882>

diant, soulignant que cette lacune s'explique par le manque de recherche sur ce thème, dans l'Ouest de la France.

Le livre s'articule en trois parties. Dans la première, intitulée *les Héritages*, on trouve des communications du regretté Pierre Foucault, de Marie Thérèse Cloître, d'Emmanuel Poisson et de Marie-Véronique Malphettes-Salaün. La seconde partie est consacrée à *l'action catholique spécialisée*. Les militants du monde rural font l'objet des interventions de Yohann Abiven et Eugène Calvez, le développement du syndicalisme de 1945 à 1970, de celle de Jacqueline Sainclivier, les militants du MFR en Maine et Loire de Jean Luc Marais. Les témoignages des acteurs qui ont vécu les événements renforcent les analyses en apportant la lumière de leur vécu. Michel Launay évoque l'ACO dans la région de Nantes. Son exposé est suivi des témoignages des militants ouvriers qui racontent leurs expériences. En conclusion de cette partie, Yvon Travouez s'interroge à propos de l'échec religieux de l'Action catholique. La troisième partie porte sur *les autres formes du militantisme*. Frédéric Lemoigne parle des manifestations scolaires entre 1945 et 1950, Arnaud Feron de la permanence d'un militantisme intransigeant, Jean-René Bertrand et Colette Muller des mouvements charismatiques dans l'Ouest de la France.

La mémorable conclusion de René Rémond est celle de l'historien passionné par ces militants et celle du témoin qu'il fût, comme participant à ces mouvements dans le cadre universitaire.

Ce colloque original suivi par des spécialistes et par un grand public passionné, est une réussite. Le livre traduit bien cette double appropriation d'un phénomène religieux et politique par les chercheurs et par des témoins. Ces derniers ont été attentifs à se souvenir de leurs itinéraires et de leurs états d'âme, car ils avaient conscience de leurs responsabilités en travaillant pour une histoire qu'ils avaient contribué à faire par leur action, mais aussi à écrire par leurs témoignages.

Jean Marie CONSTANT

FABRE, Rémi, *Francis de Pressensé et la défense des Droits de l'Homme. Un intellectuel au combat*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2004, 418 p.

C'est par une étude biographique de belle facture que Rémi Fabre, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Nantes, spécialiste d'histoire religieuse et politique, s'est attaché à faire connaître Francis de Pressensé (1853-1914), une personnalité politique méconnue. Cette biographie érudite retrace les origines, la formation, les évolutions politiques et l'action d'un intellectuel exigeant qui a présidé aux destinées de la jeune Ligue des droits de l'Homme (LDH) de 1903 à 1914.

Dans un premier chapitre, Rémi Fabre met en perspective le parcours d'une famille d'origine aristocratique qui va marquer durablement le milieu protestant parisien au XIX^e siècle. Le grand-père paternel Victor de Pressensé, héritier d'une fortune qui le place dans la bonne bourgeoisie parisienne, est un animateur important du mouvement du *Réveil* protestant, un courant de renaissance évangélique qui divise alors le protestantisme français. Sous la monarchie de Juillet, Victor qui est un converti (son père était catholique, mais sa mère protestante) se consacre à une œuvre d'évangélisation (diffusion de la Bible par colportage), en particulier à partir de la « *Chapelle Taitbout* » transformée en

1839 en *Église évangélique du culte réformé*, Église protestante indépendante, et du journal *Le Semeur*. Francis de Pressensé héritera de son grand-père la conviction de la nécessité de la séparation des Églises et de l'État, ce qui le conduira à jouer un rôle non négligeable lors des débats de 1903-1905. Ce grand-père fort actif dans la cause du *Réveil* et son prosélytisme vont marquer de leur empreinte toute la famille.

Edmond de Pressensé, le fils de Victor et le père de Francis, et son épouse Élise, d'origine suisse, baignent dans cette atmosphère familiale religieuse mais ouverte. La rencontre du couple s'est produite en Suisse où Edmond fait des études de théologie, complétées en Allemagne, pour devenir pasteur à la chapelle Taitbout à Paris en 1847. Le couple aura quatre enfants dont Francis, le 3^e et second fils, né en 1853. Les deux frères font leurs études au lycée Bonaparte (futur lycée Condorcet), un établissement des beaux quartiers, sauf pendant les trois années passées à la pension Keller, une institution protestante qui accueille les enfants de toutes les grandes familles protestantes dont les Waddington, futur président du Conseil en 1879, et des Britanniques. Francis fait de brillantes études (1^{er} prix d'histoire au concours général). En outre, la famille du pasteur de Pressensé est un foyer de rayonnement éducatif et de discussion qui accueille bon nombre d'étudiants comme le futur historien Gabriel Monod. La mère, Élise, est une romancière et une poétesse reconnue qui publie des ouvrages destinés aux enfants et à la jeunesse et qui est attachée à ses fils qu'elle met en scène dans ses romans notamment *La Maison blanche*, écrit au début des années 1860.

Rémi Fabre s'est appuyé sur son œuvre littéraire et sur des biographies consacrées aux Pressensé, Élise et Edmond, pour cerner au plus près ce milieu protestant brillant ainsi que le monde religieux, littéraire et politique dans lequel le jeune Francis s'est formé. Son père, Edmond, a participé avec sa *Revue chrétienne* fondée en 1853 et des ouvrages, à la crise fratricide qui a divisé l'Église réformée française opposant les évangéliques aux libéraux. Toujours partisan de la discussion doctrinale et du dialogue avec les catholiques et les laïcs, il se situe du côté des orthodoxes contre les libéraux contestataires. Défenseur de sa foi, en réponse à Ernest Renan, il publie en 1866 *Jésus Christ, son temps, sa vie, son œuvre* après un voyage en Terre Sainte, qu'il conçoit comme un « contre-ouvrage » et qui connaît un certain succès. L'ouvrage du pasteur de Pressensé lui vaudra des amitiés chez des catholiques libéraux mais de solides inimitiés chez les ultramontains, surtout après ses prises de positions contre le concile Vatican I.

Edmond de Pressensé, de « la génération de 1848 », s'intéresse aussi à la vie politique, un héritage repris par son fils Francis. Avec la seconde République, il découvre avec enthousiasme la démocratie et, lors de discussions dans les quartiers populaires de Paris, la réalité du monde ouvrier et la question sociale. Il découvre aussi les thèses des socialistes utopiques et milite pour la séparation des Églises et de l'État tout en étant minoritaire au sein du protestantisme français attaché à l'Église concordataire. Immédiatement opposé à Napoléon III et au second Empire, le pasteur est lié dans les années 1860 à l'opposition libérale orléaniste et aux républicains. En 1863, il devient un proche d'Adolphe Thiers, participe aux joutes électorales, et se lance dans une carrière politique sous la troisième République. 1870, « l'année terrible » a marqué son parcours. Germanophile et libéral, le pasteur de Pressensé est d'abord hostile à la guerre franco-prussienne, puis une fois le pays envahi, il s'engage en patriote dans la défense de la capitale lors du siège et est un candidat libéral malheureux aux élections à l'Assemblée nationale de février 1871. Lors de la Commune, il refuse de suivre son ami Thiers à Versailles mais il n'en condamne pas moins durement

les communards, leur « horrible chiffon rouge » et leurs « ignobles saturnales » dans sa brochure *Les leçons du 18 mars* dans laquelle il rejette ces révolutionnaires athées. Son fils Francis, après avoir été combattant volontaire à 17 ans comme ambulancier dans l'armée de la Loire en 1870-1871, partage des sentiments comparables.

C'est lors d'une élection complémentaire, en juillet 1871, qu'Edmond de Pressensé va entrer à l'Assemblée nationale, en se positionnant parmi les républicains du Centre gauche, et à ce titre il sera l'un des pères fondateurs de la troisième République, de plus en plus opposé à la droite. Dès le 19 décembre 1871, il a déposé un projet de loi, sans doute avec l'accord de Thiers, permettant de libérer des communards emprisonnés mais non condamnés. C'est un premier pas vers l'apaisement, même s'il ne s'agit pas encore, loin de là, d'une amnistie. Malgré le soutien du parti républicain, le pasteur de Pressensé est battu à Pontoise lors des élections législatives de 1876 et il ne revient difficilement au Sénat qu'en 1883, étant l'un des derniers sénateurs inamovibles.

Son épouse, animée d'une « foi tourmentée mais ardente », nous dit Rémi Fabre, a évolué vers le socialisme chrétien en liant des amitiés révolutionnaires, en particulier avec M^{me} Champseix, la romancière socialiste qui signe André Léo, et qui est la compagne de Benoît Malon, l'un des principaux dirigeants de l'Internationale à Paris à la fin du second Empire. Il lui fait découvrir le milieu ouvrier et elle cache (dans un temple, puis chez des amis) ce dirigeant de la Commune qui échappe ainsi à la terrible répression de 1871 et se réfugie en Belgique. Elle comprend mieux que son mari les aspirations des communards, aide les blessés et condamne dans son roman *Geneviève* (1885) l'écrasement sanglant de la révolution parisienne. Voilà donc le milieu dans lequel Francis de Pressensé a grandi avant de voler de ses propres ailes avec ce double héritage paternel et maternel, le premier libéral ayant pendant longtemps la prééminence sur le second.

Amoureux de la langue et de la culture britanniques, mais aussi lecteur en grec du théâtre d'Euripide, le jeune Francis séjourne d'abord à Londres où il devient un admirateur du leader libéral Gladstone dont il soutiendra dans les années 1880-1885 la tentative avortée de *Home Rule* dans son premier livre consacré à la question d'Irlande. En héritier, en 1877 à 24 ans, Francis de Pressensé entre au cabinet du ministre Agénor Bardoux, puis dans la diplomatie grâce à Waddington, un autre ami de la famille. Il sera en poste successivement à Constantinople, puis à Washington, et c'est là qu'il se forge une vaste culture des affaires internationales qui va lui servir ensuite comme journaliste spécialisé dans les questions étrangères. En effet, à partir de 1883, Francis de Pressensé s'affirme sur la scène parisienne comme un journaliste reconnu de journaux républicains modérés, d'abord au *Parlement* de Jules Ribot, puis à la *République française* fondée par Gambetta, et surtout à partir de 1888 comme éditorialiste et principal rédacteur au *Temps*, un journal créé par des protestants qui passe pour le porte-parole officieux du quai d'Orsay et de la politique étrangère française qu'il soutient, de la politique d'expansion coloniale à l'alliance franco-russe. Dans les années 1890, en héritier du Centre gauche, Francis de Pressensé fait figure de libéral conservateur, conscient de la crise du libéralisme mais très hostile aux radicaux, tourmenté par ses graves problèmes de santé et surtout par les questions religieuses. Pendant un temps, il se rapproche même des catholiques lorsqu'il publie une biographie du cardinal anglais Manning, « le cardinal des pauvres » qui a quitté l'Église anglicane pour le catholicisme. Cette sensibilité à la question sociale conduit de Pressensé au bord de la conversion. Sur le plan politique, fidèle à la tradition familiale, il s'oppose à

l'agitation boulangiste et est favorable au ralliement des catholiques à la république.

Mais, le tournant majeur, « la rupture décisive » (chapitre III) dans la vie de Francis de Pressensé intervient au début de 1898 avec l'affaire Dreyfus. Rémi Fabre analyse longuement les conditions, les formes et les raisons d'un engagement décisif pour ce grand bourgeois parisien, soutenu par sa mère, qui va dès lors être couvert d'injures par la presse nationaliste, catholique et antidreyfusarde mais qui ne va pas hésiter à rendre coup pour coup. Sollicité par ses amis pour soutenir Émile Zola lors de son procès (février 1898), de Pressensé va étudier le dossier pour se convaincre de l'innocence de Dreyfus, puis se battre pour la réhabilitation du colonel Picquart. Le 4 juin 1898, il est l'un des fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et se jette à corps perdu dans le combat, n'hésitant pas à participer à des meetings avec des militants socialistes révolutionnaires et des anarchistes. Symboliquement, il démissionne de la Légion d'honneur sous les sarcasmes de la bonne société, puis se lance dans une tournée de meetings à travers le pays en faveur du capitaine Dreyfus, payant parfois de sa personne (arrestation salle Wagram à Paris le 2 octobre 1898) et étant physiquement agressé par ses adversaires (à Toulouse et à Avignon). L'antisémitisme et l'antiprottestantisme de certains de ses anciens amis catholiques le heurtent profondément. C'est pendant cette période que Francis de Pressensé « se convertit » au socialisme à la fin de 1898 et il l'annonce lors d'un meeting à Paris le 1^{er} mai 1899. L'engagement de Jean Jaurès qui va devenir un ami proche y a contribué. Son combat moral et politique le conduit à passer du libéralisme républicain à un socialisme quelque peu idéaliste et réformisme en s'opposant aux guesdistes. Pendant cette période, tout en restant un des éditorialistes de politique étrangère du *Temps*, il devient l'un des principaux collaborateurs du journal dreyfusard *L'Aurore* dans lequel il traite des questions intérieures. Il se bat jusqu'au bout pour la réhabilitation du capitaine Dreyfus en 1906. Et, comme nouveau président de la LDH, il a contribué à la relance de l'Affaire. Il a en effet succédé à Ludovic Trarieux, malade, le 26 octobre 1903, et a été élu à l'unanimité par le comité central de la Ligue.

Francis de Pressensé entre en politique en 1902 « sous le signe du Bloc des gauches » (chapitre IV). Il avait certes fait une tentative électorale peu concluante en 1893 à Neuilly-sur-Seine où il affrontait Barrès, le député boulangiste de Nancy cherchant un point de chute à Paris, lui aussi battu, ce qui lui avait valu un premier duel contre l'écrivain nationaliste, puis un second au moment de l'Affaire. Soutenu par le maire de Lyon, un socialiste autonome, le Dr Victor Augagneur, le « Parisien » Francis de Pressensé se présente dans la 10^e circonscription de Lyon-Villeurbanne en 1902 contre un notable radical, ancien ministre, Marius Thévenet, mis en cause dans le scandale de Panama. Thévenet se désiste et Pressensé l'emporte au second tour contre le candidat des droites catholiques. Il sera d'ailleurs réélu dès le 1^{er} tour en 1906. Le nouveau député socialiste est partisan du Bloc des gauches et de sa politique et il devient « un acteur essentiel de la séparation des Églises et de l'État ». Rémi Fabre montre l'importance de son engagement, pourtant méconnu, dans la gestation et l'aboutissement de cette grande loi. Il compare les propositions initiales de Pressensé avec le texte final et insiste sur le rôle de la LDH et des autres courants politiques dans les débats. Car, c'est le projet de loi de Francis de Pressensé, déposé le 7 avril 1903, qui sert de « matrice » à la discussion parlementaire même si lui-même ne participe pas à la commission qui élabore le texte. En pleine période d'opposition au comisme, le député de Lyon est favorable à une loi de compromis qui donne des garanties de l'État aux Églises, position brillamment défen-

due par ses camarades socialistes Aristide Briand et Jean Jaurès. Cet ouvrage montre que Pressensé est aussi l'un de pères de la séparation.

Dans le chapitre V, à travers l'action ferme de son président, Rémi Fabre donne une histoire de la Ligue des Droits de l'Homme, de son implantation, de son fonctionnement, de ses débats internes et de ses combats dans une période de rapide essor puisqu'elle passe de 28 000 adhérents en 1902 à 40 000 en 1904 et 93 000 en 1909. Pressensé s'oppose à la transformation de la LDH en comité de soutien aux candidats (surtout radicaux) aux élections législatives, mais il défend le gouvernement Combes lors du scandale de « l'affaire des fiches » (le fichage d'officiers par le régime) malgré la contestation de certains intellectuels et universitaires ligueurs contre de telles pratiques. D'ailleurs, les modérés dreyfusards ont été peu à peu écartés (ou sont partis) de la direction de la LDH et la base, majoritairement radicale-socialiste et anticléricale, attachée au Bloc des gauches, soutient son président. Un président socialiste qui donne « une inflexion sociale » aux combats engagés en faveur des plus modestes : défense des droits ouvriers dans les grèves, possibilité pour les fonctionnaires de se syndiquer, droit de vote des femmes, droits des peuples « indigènes » comme lors des affrontements sur Madagascar au congrès de Lyon en 1908.

Dans le même temps, Francis de Pressensé milite au sein du Parti socialiste français (PSF) dirigé par Jean Jaurès, avec Viviani et Briand. En 1904-1905, il participe à l'aventure de la fondation de *L'Humanité* dont il devient l'un des principaux rédacteurs de politique intérieure, puis surtout de politique étrangère. Il est l'un des acteurs de l'unification socialiste au sein de la SFIO, disposé à faire des concessions, soutenant le processus en dépit des attaques et des critiques des « révolutionnaires » du Parti socialiste de France (PSDF) de Jules Guesde. Il participe avec Longuet et Renaudel à *La Vie socialiste*, une publication de l'aile gauche du PSF de Jaurès, et accepte sans état d'âme le retrait des socialistes de la délégation des gauches en juin 1905, première étape d'une remise en cause du Bloc des gauches par les socialistes. Les congrès d'unification (de Rouen pour le PSF, puis du globe à Paris) provoquent la rupture avec Augagneur, « son protecteur » lyonnais, qui se rallie à la République radicale en acceptant le poste de gouverneur général de Madagascar, et l'éloignement de Briand et de Viviani, des hommes qui vont intégrer le gouvernement de Clemenceau après 1906.

Les socialistes SFIO choisissent alors l'opposition à la politique notamment de répression sociale de ce gouvernement, mais aussi à celle d'anciens amis socialistes ou dreyfusards. Pour Jaurès ou de Pressensé, ce choix signifie une renonciation au pouvoir mais pour le président de la LDH, c'est aussi le temps d'une rupture au sein de la Ligue avec l'essor d'une opposition interne sur la question de Madagascar lors du congrès de Lyon en juin 1908. Par laïcisme, le « proconsul » Augagneur s'oppose aux missions protestantes dont il veut fermer les écoles pour combattre l'influence jugée néfaste de religieux étrangers (anglo-saxons). Pour le Comité central, et son rapporteur Pierre Quillard, très proche de Pressensé, cette fermeture d'écoles, là où il n'y a pas d'écoles publiques françaises, serait une régression pour la population malgache. Soupçonné de défendre des « intérêts protestants » par les partisans d'Augagneur dans la Ligue, de Pressensé prononce un vigoureux plaidoyer en faveur des droits et des libertés des indigènes, refusant les thèses sur les « races inférieures ». Il obtient un large appui de la Ligue contre un tiers d'opposants. Dans cette bataille à distance entre deux socialistes, c'est la question des droits de l'homme aux colonies qui est posée mais nullement celle de la politique colonisatrice de la France.

Cette affaire qui consacre la rupture de la LDH avec le Bloc des gauches est suivie dans les mois suivants par celle des officiers de Laon. Cinq officiers qui

avaient participé à un congrès diocésain de l'Association Catholique de la Jeunesse Française sont sanctionnés par le général Picquart, le ministre de la Guerre. Au nom de la liberté d'opinion, la direction de la LDH prend leur défense. Le député socialiste Francis de Pressensé affronte à la Chambre le 29 janvier 1909 son ancien ami Picquart, puis dans une joute verbale et épistolaire Georges Clemenceau lui-même, son ancien témoin lors du duel avec Barrès. Les deux hommes ne se font pas de cadeau, et c'est Barrès qui vient au secours de Pressensé contre le président du Conseil. C'est est trop pour les ligueurs radicaux, partisans du Bloc, qui orchestrent la contestation de leur président lors du congrès de Rennes de la LDH en mai 1909, dix ans après le second procès Dreyfus. La raison de l'affrontement tient au soutien que la LDH a apporté aux postiers sanctionnés par leur administration pour fait de grève. Le président sort apparemment renforcé de ce congrès, notamment parce que le radical Ferdinand Buisson qui aurait pu prendre la tête de la Ligue a refusé de se prêter au jeu de massacre. Mais cette crise interne va se traduire par le départ de près de la moitié des ligueurs dans les années suivantes, des radicaux et des francs-maçons, mais sans doute aussi des gens qui espéraient retirer des avantages de leur soutien au gouvernement.

Toutefois, les adversaires de Pressensé vont lui faire payer la facture de son intransigeance lors des élections législatives de 1910. Alors qu'il semble devoir être réélu à Lyon sans problème, un candidat radical modéré de dernière minute, C. Berlié, lui fait mordre la poussière. Pressensé est victime à la fois de la campagne des socialistes unifiés avec des partis de droite en faveur de la représentation proportionnelle et du retour à Lyon du Dr Augagneur. Ce dernier se présente dans une circonscription voisine où il sera élu et il appuie indirectement, avec les socialistes indépendants lyonnais, l'adversaire de Pressensé, un petit patron soutenu par ailleurs par les milieux professionnels. Francis de Pressensé qui n'a pas vu venir le coup est nettement battu dès le 1^{er} tour alors que la SFIO progresse en voix dans la région lyonnaise. En juillet 1910, il est à nouveau battu dans le 15^e arrondissement de Paris en tentant de succéder à un socialiste, ancien communalard de sensibilité blanquiste. En attendant les élections de 1914, de Pressensé va désormais se consacrer à la direction de la LDH et à ses activités journalistiques.

Dans le dernier chapitre, intitulé « Entre concert européen et internationalisme prolétarien », Rémi Fabre étudie les prises de position de son héros dans la presse militante depuis sa « conversion socialiste » et sa participation à des revues militantes comme *Pro Armenia*, animée par son ami de la LDH Pierre Quillard, et à *L'Européen* de 1904 à 1906. Le spécialiste de la question d'Orient défend désormais, dans la presse ou à la Chambre, la cause arménienne poussant les puissances européennes à intervenir pour empêcher les massacres du sultan ottoman. Selon lui, l'inaction, en particulier en Macédoine (lors de l'insurrection écrasée de 1903), ne pourrait que déboucher sur des guerres balkaniques. Il s'efforce de développer une vision socialiste des relations internationales, remet en cause son appui passé à la Russie et à l'autocratie tsariste, soutenant la révolution russe de 1905 et critiquant durement dans *L'Humanité* la politique du ministre des Affaires étrangères Delcassé. Compte tenu de l'histoire de la Russie, il reconnaît que les révolutionnaires russes peuvent recourir à la violence et même aux attentats individuels. L'anglophile de Pressensé a soutenu avec enthousiasme la politique d'Entente cordiale de Delcassé avant de devenir l'artisan de la chute du ministre, après le « dimanche rouge » en Russie et la première crise marocaine du printemps 1905 dont il rend le ministre pour partie responsable car il n'a pas informé l'Allemagne du rapprochement franco-

britannique. Par son action, il a contribué au choix de l'apaisement à l'égard de l'Allemagne qui finit par l'emporter dans le gouvernement Rouvier.

En effet à partir de 1905, Pressensé se fait avec Jaurès le principal défenseur de la paix au nom de la SFIO comme lors de son grand discours à la Chambre du 29 novembre 1908. Il plaide pour un rapprochement franco-allemand et surtout défend les thèses antimilitaristes du prolétariat et de la CGT, voire les positions antipatriotiques de son camarade de parti Gustave Hervé qu'en fait il ne partage pas, provoquant un beau tumulte. Il est reconnu avec Jaurès comme l'un des principaux représentants du Parti socialiste unifié. Au congrès de la LDH de 1912, il dresse un état du monde marqué par l'éveil révolutionnaire et la faillite des puissances et plaide pour l'arbitrage et le désarmement pour contrer les risques de guerre liés au capitalisme. N'étant plus député, le président de la LDH se lance dans la bataille contre la loi des trois ans décidée lors du congrès national de la SFIO à Brest en mars 1913. Contrant Gustave Hervé qui propose de faire de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine annexée le préalable à une entente franco-allemande, l'intervention décisive de Francis de Pressensé devant le congrès recentre les débats sur les trois ans et sur la mobilisation totale des socialistes pour « la liberté, la démocratie, la paix et la civilisation » contre ce projet de loi d'Aristide Briand. Le refus de prendre en compte la question du statut de l'Alsace-Lorraine, interprété comme un abandon, déclenche aussitôt une virulente attaque de Charles Péguy contre Pressensé et Jaurès dans *L'Argent, suite*. En fait, Francis de Pressensé, sans nier le problème alsacien-lorrain ni défendre un pacifisme antipatriotique, rêve d'un internationalisme prolétarien et d'une entente entre les trois puissances européennes les plus développées : l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Il meurt brutalement le 19 janvier 1914. Ses amis Jean Jaurès et Victor Basch lui rendent un vibrant hommage en présence de ceux de la LDH, de la SFIO et du monde politique, et aussi de deux ministres. C'est un « Européen » de culture protestante, un ardent républicain attaché à la justice, et un humaniste devenu un fervent socialiste qui disparaît peu avant l'embrasement de l'été 1914 qui dément tous ses espoirs.

En croisant toutes les sources disponibles, Rémi Fabre donne une belle biographie d'un homme qu'il fait sortir de l'ombre en montrant ses tourments et ses terribles problèmes de santé. À travers lui, c'est bien sûr l'histoire d'un homme, de son milieu et de sa formation, de son action importante à la tête de la LDH pendant une décennie, et de ses combats essentiels pour Dreyfus et pour les droits élémentaires. Mais c'est aussi à travers son évolution de la foi chrétienne et du libéralisme vers le socialisme, l'itinéraire d'un intellectuel bourgeois situé à droite de la famille républicaine qui n'a pas eu peur de s'engager dans la cité pour défendre les valeurs auxquelles il croyait. Au fil de la vie de Francis de Pressensé, en historien rigoureux, Rémi Fabre met en perspective les mutations politiques, sociales, religieuses, culturelles de la France de la monarchie de Juillet à la Belle Époque. Il nous apporte des clés sûres pour déchiffrer cet « avant-guerre » que Pressensé a toujours ignoré car il meurt peu avant le terrible été 1914.

Christian BOUGEARD